

# LE « PRINTEMPS ARABE » VU PAR DES SOCIOLOGUES ARABES

**Howeida SLAIBI**

Sociologue. Université Libanaise  
(Beyrouth)

*« Printemps » citoyen pour les uns, « automne » fondamentaliste pour certains, voire « hiver » islamiste pour d'autres, les soulèvements des peuples arabes depuis 2011 ne laissent personne indifférent. A bien des égards, et quelles que soient leurs conséquences, ces révoltes marquent notre époque et participent à façonner notre monde actuel. Houweida Salibi met en parallèle différents regards de sociologues arabes, du Machreq et du Maghreb, sur ce phénomène qui a jeté les foules arabes dans les rues, assoiffées de justice, de liberté et de droits et souhaitant renverser un ordre établi fait de régimes dictatoriaux. S'agit-il d'un « échec de projet » ? C'est autour d'un tel constat que s'articulent les différentes réflexions que passe en revue l'auteur.*

**L**e printemps arabe est l'appellation donnée aux insurrections, manifestations et revendications qui se sont produites à partir de 2010-2011, dans plusieurs pays arabes. Ces mobilisations collectives de peuples longtemps privés de vie politique, émanent à la fois d'un sentiment général d'impasse quant à l'avenir ainsi que d'une réaction à un processus de paupérisation résultant de conditions économiques précaires. Le fameux cri « dégage ! » (*irhal !*) des foules tunisiennes s'est vite répandu, avec des déclinaisons variables, là où des présidents à vie ont été la cible directe et sans équivoque des foules en colère.

Ce printemps particulier a fait l'objet de multiples analyses de la part de sociologues, de politologues, d'historiens, de géographes, de journalistes, etc. du monde entier de même que de la part d'écrivains arabes en particulier. Certains observateurs y ont vu une nouvelle renaissance arabe contemporaine, politique mais également économique et socio-culturelle. D'autres, par contre, considèrent

publiques au nom de l'islam, aggravation des crises sociales (chômage, pauvreté, exclusion etc.), totalitarisme islamique, rupture avec une certaine modernité, isolation internationale, table rase des droits de la femme, régimes politiques identiques à celui de la République Islamique d'Iran, guerre civile entre islamistes et modernistes.

Par ailleurs, ce printemps arabe ne cesse de faire l'objet de controverses entre plusieurs sociologues arabes. Les uns y voient des « lendemains qui chantent », tant sur le plan politique que socio-culturel. D'autres y ont vu un mauvais présage annonçant des répercussions très néfastes dans ces mêmes domaines, voire un totalitarisme islamique venant succéder aux totalitarismes des dictatures militaires qui dominent le monde arabe depuis les années cinquante et soixante du siècle dernier.

Qu'est ce qui justifie ces conceptions diamétralement opposées ? Sont-elles de nature purement sociologique : courants théoriques opposés, méthodologies différentes de l'approche ? Ou bien, cette divergence de perception du phénomène serait-elle attribuable à la différence d'appartenance nationale, religieuse, politique, sociale, culturelle...des sociologues en question ? Ou encore, peut-on dire qu'à des formations sociologiques différentes, correspondent des conceptions sociologiques différentes du printemps arabe.

### ***Pluralité sociologique***

La présente étude vise à analyser les conceptions sociologiques du printemps arabe, tout en les plaçant dans leur cadre doctrinal (doctrine sociologique), mais aussi dans le contexte national, religieux, social, culturel, politique des sociologues en question.

En conséquence, notre échantillon est composé de 7 sociologues arabes ayant effectué des recherches publiées au sujet du printemps arabe et qui ont accepté de participer à cette enquête menée dans les pays suivants: Liban, Tunisie, Qatar et Arabie Saoudite.

Sociologues	Lieu de résidence	Institut d'affiliation
Fouad Elsalahi	Yémen	Université Sana'a (Qatar)
Layachi Anser	Algérie	Société Qatarie du Travail Social
Melhem Chaoul	Liban	Université libanaise - Institut des sciences sociales
Gabsi Moncef	Tunisie	Faculté des Lettres en Sciences Humaines de Sfax-Tunisie, département de sociologie
Mohamad Najib Boutaleb	Tunisie	Faculté 9 avril des Sciences Humaines et Sociales de Tunis
Saleh Elmazki	Tunisie	Faculté 9 avril des Sciences Humaines et Sociales de Tunis
Sari Hanafi	Liban	Université Américaine de Beyrouth

Dans un premier temps, nous établirons un état des lieux, d'ordre historique et politique, dans le monde arabe. Puis nous procéderons à une lecture chronologique du printemps arabe et de certains faits saillants ; de même que nous tenterons de dégager les acteurs réels et virtuels qui ont mobilisé cette dynamique. Dans un deuxième temps, nous présenterons une analyse sociologique du printemps arabe selon les entretiens réalisés avec les différents sociologues précités.

### ***Monde arabe : état des lieux (2011)***

Le tableau de la politique dans le monde arabe ne saurait être généralisé à l'ensemble des pays de la région, même si l'on peut identifier quelques tendances générales semblables. Ces émeutes du printemps arabe ne sont pas nées d'un rien. Elles sont sans doute les effets d'une accumulation de faits marqués par un autoritarisme répressif qui ont enfanté cette colère longtemps refoulée.

En réalité, les critères des régimes politiques autoritaires et totalitaires tels qu'ils sont théorisés par la philosophe politique Hannah Arendt dans son célèbre ouvrage *Les origines du totalitarisme*<sup>1</sup>, ont été fortement présents dans les pays en question. Ils partagent tous les mêmes pratiques et orientations politiques : règne du parti unique, concentration totale du pouvoir entre les mains du chef de l'État, absence concrète d'une séparation entre les trois pouvoirs (législatif, juridique et exécutif), absence d'une pluralité politique réelle, absence

1. Arendt Hannah, *The Origins of Totalitarianism*, Harcourt Brace, New York, 1951

totale de la liberté d'expression, répression et harcèlement de tout genre d'opposition politique, absorption et manipulation quasi-totale de la société civile, abus du pouvoir, corruption, etc.

Pour témoigner de cette situation politique anti-démocratique, il suffit de jeter un simple coup d'œil sur la durée du mandat des chefs d'État. En Tunisie, Ben Ali, a gouverné pendant 23 ans; en Égypte, Moubarak est demeuré 30 ans au pouvoir; en Libye, Kadhafi pendant 40 ans; au Yémen, Abdallah Salah 30 ans et en Syrie, Al Assad père et fils toujours au pouvoir, ont gouverné pendant presque 45 ans. « Il n'y a pas d'Etat démocratique dans le monde arabe. Il n'y a que des Etats autocratiques...le sort des peuples arabes dépend, ici, des humeurs d'un général assassin de tempérament, là d'un policier subalterne spécialisé dans la torture, ailleurs d'un monarque constructeur de prisons à oubliettes où le jour ne pénètre jamais, d'un chef d'une pyramide tribale ou d'un fou de Dieu<sup>2</sup> » rapportent Samir Amin et Ali El-Kenz.

### ***Printemps arabe : chronologie et faits saillants***

Un tel constat concerne presque tout le monde arabe composé de 22 pays. Les mouvements de contestation qui ont inauguré la dynamique du printemps arabe, ont secoué les différentes régions de ce monde, tout en n'étant identiques ni dans les manifestations, ni dans la durée, ni dans les retombées. Ces mouvements trouvent tous leur origine dans un évènement singulier et isolé qui s'est produit en Tunisie le 17 décembre 2010. Un jeune vendeur ambulancier<sup>3</sup> au centre de la Tunisie met le feu à son corps. Cet acte, exprimant un désespoir total chez son auteur, traduit, entre autres, les situations socioéconomiques et politiques difficiles dans ce pays. Cet évènement, inédit dans le pays, a été l'origine d'un soulèvement populaire contre le régime en place, considéré comme la principale cause de la pauvreté, des inégalités sociales et régionales et de la répression politique.

---

2. Amin Samir et El Kenz Ali, *Le monde arabe, Enjeux sociaux-perspectives méditerranéennes*, Harmattan, Paris, 2003, p.7.

3. Allal Amin, Thomas Pierret, *Au cœur de révoltes arabes Devenir révolutionnaires*, Colin, Paris, 2013, pp. 13-20

La fuite du dictateur Ben Ali, après 23 ans au pouvoir, a contribué à l'abolition du mur de la peur chez les autres peuples arabes. Ils sont convaincus que toute dictature peut tomber du jour au lendemain. En effet, cette fuite, inattendue, a constitué l'évènement déclencheur par excellence du soulèvement des autres peuples arabes. Ces soulèvements spontanés ont rendu imprévisibles les événements et leurs conséquences d'autant plus que les slogans qui les accompagnaient ne font référence à aucune idéologie ou parti politique. Autrement dit, le soulèvement était spontané et non planifié.

**Pour les pays du grand Maghreb**, seules la Tunisie et la Libye ont franchi la phase du soulèvement et de la reconstruction politique, contrairement à l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie, où le processus du printemps arabe n'a pas dépassé la phase du soulèvement des peuples.

Dans le cas de la **Libye**, cette dynamique a réellement gagné le pays le 15 février 2011. Les affrontements prennent fin, le 20 octobre 2011, par « la mise à mort » de Kadhafi après 42 ans de pouvoir.

En **Algérie**, le soulèvement de la population se déclenche le 28 décembre 2014 par des manifestations et des émeutes. Ces contestations ont commencé par des réclamations d'ordre socioéconomique. Par la suite, elles ont évolué pour devenir d'ordre politique. Contrairement au cas tunisien, en Algérie, les contestations n'ont pas abouti au changement du régime. Toutefois, elles ont poussé le président en place à prendre plusieurs mesures sociales et économiques et à entreprendre des changements politiques. Face à ces mesures, les manifestations ont vite régressé pour disparaître définitivement. En effet, dans le cas de l'Algérie, le soulèvement n'a pas abouti à un changement radical. Cette situation se répète dans deux autres pays du grand Maghreb : le Maroc et la Mauritanie.

Au **Maroc**, le soulèvement a débuté le 20 février 2011 par plusieurs manifestations dans plusieurs villes. Toutefois, les manifestants n'ont pas revendiqué l'abdication du roi. Leur principale réclamation consiste à introduire des réformes dans le système politique afin de le rendre plus démocratique. En réaction à cette demande, le roi Mohamed VI

annonce une réforme constitutionnelle le 09 mars 2011. Cette réforme n'a pas satisfait complètement les manifestants qui reprennent la rue. En réaction, le ministère de l'intérieur annonce, le 16 août 2011, l'organisation d'élections législatives anticipées. Ces élections ont eu lieu le 25 novembre de la même année. Le parti islamiste (Parti de la justice et du développement) a remporté ces élections qui ont mis fin aux contestations. La situation en Mauritanie sera presque identique.

**Au Moyen-Orient**, la situation est presque similaire. En Égypte, la phase du soulèvement était la plus courte par comparaison aux autres pays. La vague de manifestations atteint effectivement le pays le 25 janvier 2011. Ces manifestations, qui ont été au départ animées par des militants et des jeunes, ont rapidement attiré la classe des pauvres regroupant plus de la moitié de la population qui s'élève à 80 millions d'habitants<sup>4</sup>. Les manifestants réclament le départ du président ainsi que de meilleures conditions de vie économique et politique. A peine trois semaines après la première manifestation à la place Tahrir au centre du Caire, le 11 février, Hosni Moubarak, à la tête du pays depuis 30 ans, démissionne après avoir tenté d'étouffer le soulèvement du peuple par le lancement de plusieurs promesses d'ordre socioéconomique et politique ou par l'utilisation massive de la force qui a causé plus de 350 morts et 5500 blessés<sup>5</sup>. En effet, la phase du soulèvement prend fin et celle de la reconstruction politique démarre.

Au **Yémen**, le président, Ali Abdallah Saleh, ne cède le pouvoir qu'après 10 mois de manifestations scandant son départ. La phase de soulèvement au Yémen s'étend entre le 27 janvier 2011, date des premières mobilisations, et le 22 novembre 2011, date de la signature par Saleh d'un accord de transfert du pouvoir à son vice-président. Saleh restera le président honorifique du pays jusqu'à la tenue des élections présidentielles.

**En Syrie**, l'étincelle est allumée dans la ville de Deraa, dans le Hauran frontalier de la Jordanie. Les premières manifestations

---

4. <http://www.statistiques-mondiales.com/egypte.htm>, consulté le 12/12/2014.

5. « Trois cent soixante-cinq personnes seraient mortes pendant la révolution du Nil » Publié le 16/02/2011, Source AFP, Le Point.fr, [http://www.lepoint.fr/monde/trois-cent-soixante-cinq-personnes-seraient-mortes-pendant-la-revolution-du-nil-16-02-2011-1296163\\_24.php](http://www.lepoint.fr/monde/trois-cent-soixante-cinq-personnes-seraient-mortes-pendant-la-revolution-du-nil-16-02-2011-1296163_24.php), consulté le 12/3/2014.

contre le régime syrien remontent au 15 mars 2011. Pacifiques au départ, elles se transforment en une véritable guerre civile opposant le régime de Bachar Al Assad soutenu par des alliés externes (ex : l'Iran et le Hezbollah libanais) aux rebelles appartenant à des groupes nationaux et transnationaux (ex : État Islamique). Ainsi, la guerre en Syrie met en scène plusieurs acteurs dont les objectifs ne correspondent pas nécessairement aux objectifs du peuple syrien qui réclame la démocratie, la liberté, la justice sociale et la dignité. Le bilan de cette guerre représente un véritable drame humanitaire. Selon l'Observatoire Syrien des droits de l'Homme (OSDH), cette guerre a provoqué, jusqu'au mois de mars 2015, plus de 215000<sup>6</sup> morts dont presque le quart de civils. De même, elle a provoqué la fuite de 10 millions de personnes de leurs foyers dont plus de 4 millions à l'étranger<sup>7</sup>. Au-delà de ce bilan très lourd, cette guerre est marquée, entre autres, par un affrontement sectaire et confessionnel.

**A Bahreïn**, les premières mobilisations remontent au 14 février 2011. Elles sont qualifiées par le régime de projet chiite cherchant à le renverser en faveur de l'Iran ce dernier essayant d'étendre son pouvoir dans la région. Indépendamment de la véracité ou non de cette donne, les rapports des organismes internationaux montrent clairement que les revendications des manifestants étaient loin d'être de type confessionnel. Elles étaient les mêmes que celles réclamées par les autres peuples arabes qui se sont soulevés : liberté, dignité, justice, démocratie, etc. Le soulèvement à Bahreïn a été étouffé sans aucune réalisation. Cette situation est similaire à celle enregistrée dans les autres pays arabes qui ont connu à leur tour un passage assez doux des vents de la dynamique du printemps arabe. Il s'agit du Soudan, de l'Arabie Saoudite, de la Jordanie, de Oman, du Liban et de Djibouti. Le passage de cette dynamique dans ces pays, au cours du mois de janvier 2011, était rapide et sans conséquence remarquable.

---

6. Syrie : quatre ans après, plus de 215 000 morts, [www.lepoint.fr/monde/trois-cent-soixante-cinq-personnes-seraient-mortes-pendant-la-revolution-du-nil-16-02-2011-1296163\\_24.php](http://www.lepoint.fr/monde/trois-cent-soixante-cinq-personnes-seraient-mortes-pendant-la-revolution-du-nil-16-02-2011-1296163_24.php), mis à jour le 15.03.2015, consulté le 10/5/2015.

7. Paul Chaulet, 3millions7, <http://3millions7.com/2015/03/16/quatre-ans-apres-le-bilan-catastrophique-de-la-guerre-civile-en-syrie-infographie/>, mis à jour le 16.03.2015, consulté le 10/5/2015.

En définitive, la dynamique du printemps arabe a contribué à des changements radicaux seulement dans quatre pays : la Tunisie, l'Égypte, la Libye et le Yémen. Ces pays connaissent, à l'encontre des autres pays, la deuxième phase du processus véhiculée par cette dynamique : la phase de la reconstruction politique, dédiée principalement à ce qui garantit la démocratie et qui favorise la distribution équitable des richesses, la justice sociale, la dignité et la liberté.

### **Acteurs sociaux et mobilisation arabe**

Comme il n'est pas possible de passer en revue tous les acteurs sociaux en raison de leur nombre, on s'est limité aux principaux acteurs clés sans toutefois nier les collectifs des droits de l'Homme, les partis politiques, les ONG, etc.,

Après des décennies d'autoritarisme politique sclérosé, de spoliation des biens communs, de pauvreté endémique, de mobilité sociale bloquée, d'absence de contre-pouvoir démocratique structuré et de subversion fondamentaliste, des milliers de personnes réclament la démission des régimes figés, sur lesquels se sont focalisés tous les mécontentements<sup>8</sup>. C'est dans ces espaces de ras-le-bol économique, politique, social, infrastructurel, culturel, qu'est né le printemps arabe. Les révolutionnaires semblent se focaliser sur des thèmes consensuels, tels que la liberté, la transition démocratique, la justice sociale, l'égalité des chances, le rejet de l'oppression, etc. Certains intellectuels ont convenu de l'appeler le « printemps arabe » ou les « révolutions<sup>9</sup> » ou encore « la révolution Facebook »<sup>10</sup>. C'est dans cette situation qu'une forme d'opposition a émergé dans les rangs des acteurs sociaux.

Selon nos interviewés, ce sont des mouvements populaires sans leadership ou idéologie déterminée. Acteurs de la société civile, les jeunes de toutes les tranches d'âge, de tous les niveaux d'éducation et

---

8. Francesco Cavatorta : « Le printemps arabe : le réveil de la société civile : aperçu général » MED 2012, IEMED, Barcelone, 2013, p. 65.

9. François-Bernard Huyghe, (2011), Les premières leçons des cyber-révoltes, [en ligne]. Disponible sur [http://www.iris-france.org/docs/kfm\\_docs/docs/2011-04-04-facebook-twitter-al-jazeera-et-le-printemps-arabe.pdf](http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/2011-04-04-facebook-twitter-al-jazeera-et-le-printemps-arabe.pdf), consulté le 20 juin 2011.

10. Mohammed El oifi, (2011), « L'autonomisation des opinions publiques », [en ligne]. Disponible sur [http://www.iris-france.org/docs/kfm\\_docs/docs/2011-04-04-facebook-twitter-al-jazeera-et-le-printemps-arabe.pdf](http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/2011-04-04-facebook-twitter-al-jazeera-et-le-printemps-arabe.pdf), consulté le 20 juin 2011.



de toutes les classes sociales ont utilisé de nouveaux codes contre les forces du renseignement et de répression, se sont servis de Facebook brisant ainsi la barrière de la peur. L'évolution des réseaux sociaux « ont eu pour effet d'ouvrir des brèches dans le mur de la censure »<sup>11</sup>. En plus de leur capacité à créer des liens sociaux, leur atout primordial est l'instantanéité de l'information. Les utilisateurs de Facebook dans le monde arabe sont passés de 11.978.300 en décembre 2010 à 21.361.863 en janvier 2011, soit une croissance de 78%<sup>12</sup>. Simultanément, dans son étude « Facebook moteur de la révolution », Nadim Mansouri présente un tableau des utilisateurs de Facebook dans les pays arabes entre 2010 et 2012 où il démontre une évolution progressive surtout dans les pays qui ont connu les révolutions. En Egypte, le taux est passé de 4.313.180 en 2010 à 9.544.400 en 2012, soit une augmentation de 11,86%. En Tunisie le taux a augmenté de 27,63%<sup>13</sup>.

Selon les interviewés, c'est le peuple marginalisé qui a fait la révolution : les jeunes, les femmes, les chômeurs, etc.; tous ceux qui vivent dans des régimes monarchiques et obsolètes. Ils aspirent à une démocratie dans leurs pays, à l'égalité entre les citoyens, à des réformes dans les structures législatives et constitutionnelles, à un avenir propice à leurs intérêts et à une liberté d'expressions.

### **Mouvement des jeunes**

Après plusieurs décennies de systèmes dictatoriaux, les jeunes du monde arabe se sont soulevés en 2010 et ont réclamé des changements politiques, utilisant le mot d'ordre « dégage ». Une soif de liberté et de démocratie est exprimée par une jeunesse, condamnée au chômage, à la « mal vie » et au manque de perspectives d'avenir, portant des revendications d'ordre socioéconomique<sup>14</sup>. On précisera que durant

11. Yves Gonzalez-Quijano, le « choc des ondes », les médias après le printemps arabe, IFPO, Beyrouth, 2014, p.132.

12. Source : Arab Social Media Report, vol. 1, n° 1, janvier 2011. Disponible en ligne : <http://www.dsg.ae/portals/o/ASMR%20Final%20May%2008%20high.pdf>, consulté le 20/4/2014.

13. Nadim Mansouri, *Les révolutions arabes, approche sociologique et comparaisons géographiques*, El Farabi, Beyrouth, 2014, p.42. (En arabe).

14. Sarah Ben Néfissa, Blandine Destremau, *Protestations sociales, révolutions civiles, Transformations du politique dans la Méditerranée arabe*, Armand colin, France, 2011, p. 15-

les trois années qui précèdent le printemps arabe, le PIB de la plupart des Etats chute littéralement de 8,3 à 4,5 % à Bahreïn ; de 7,1 à 5,1 % en Egypte ; de 3,3 à 1,4 % aux Emirats arabes unis ; de 8,2 à 2,3 % en Jordanie ; de 6 à 2,1 % en Libye ; de 5,7 à 3.2 en Syrie ; ou encore de 6 à 3 % en Tunisie<sup>15</sup>. Chaque année, il y a environ 140.000 entrants sur le marché du travail contre seulement 60.000 à 65.000 créations d'emplois, principalement localisées en Tunisie<sup>16</sup>.

En Egypte, le mouvement éclate le 25 janvier 2011, lancé par un groupe de jeunes activistes qui se sont révoltés contre la dictature de Moubarak qui monopolise le pouvoir depuis plus de 30 ans. Les voix s'élèvent pour demander « Pain, liberté, justice sociale » «*Taghyir, horriya et adala egtamaiya*», (changement, liberté et justice sociale), «*Al chaab youride isquat al-nizam* » (le peuple veut le renversement du régime)<sup>17</sup>, etc. Ces « Jeunes de la Révolution » «*shabâb al-thawra* » s'accordent sur des revendications générales, sans pour autant avoir la même perception quant à la manière de faire la révolution. Certains sont pour la « violence révolutionnaire », d'autres la refusent. Certains votent, d'autres s'abstiennent. Certains placent les élections au cœur d'un processus politique que le « processus révolutionnaire » viendrait appuyer ; pour d'autres, au contraire, le « processus politique » bloque le « processus révolutionnaire ». Il est ainsi essentiel que la jeunesse qui s'est engagée sur la voie démocratique et qui est devenue un acteur politique incontournable dans les pays arabes en transition soit pleinement intégrée dans les canaux officiels et institutionnels de la vie politique à venir. Comme l'a si bien dit Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, à la Conférence mondiale des ministres de la jeunesse de Lisbonne en 1998, « une société qui s'isole de sa jeunesse brise sa chaîne de vie ; elle est condamnée à se vider de ses forces vives. »

### **Position des femmes face à la mobilisation**

Lors du déclenchement de la lutte pour la libération des différents pays arabes, les femmes arabes ont décidé d'être partie intégrante dans

---

15. Frédéric Encel, *Géopolitique du Printemps arabe*, PUF, Paris, 2014, p.75.

16. Béatrice Hibou, « Tunisie, économie politique et morale d'un mouvement social » in Hibou Béatrice (dir) 'La Tunisie en révolution', *Politique Africaine*, vol. 121, pp. 5-22, Karthala, Paris, 2011.

17. « Al Ahram-hebdo » <http://hebdo.ahram.org.eg/>, consulté le 10/4/5/ 2014.

la construction de ce processus démocratique. Des femmes de tous âges qui n'avaient jamais, pour la plupart, pris part à la vie politique, ont fait preuve de courage et de créativité en cherchant à améliorer leurs sociétés et sûrement leur situation. Leur degré de participation dans le processus de productivité varie d'un pays à l'autre. Aujourd'hui, à l'aune des transitions démocratiques dans la région, la nécessité incontestable de donner aux femmes arabes leur chance de prospérer est devenue une condition prioritaire de l'aboutissement effectif de la démocratie dans le monde arabe.

En Tunisie, la participation des femmes ne s'est pas limitée aux manifestations publiques, mais en est surtout arrivée aux contacts avec les différents réseaux pour diffuser des informations qui ont attiré l'attention de l'opinion publique. Les différentes associations féministes tunisiennes, qui prônaient la participation des femmes au processus démocratique révolutionnaire, ont réussi à faire adopter le principe de parité hommes-femmes pour les élections de l'Assemblée constituante du 24 juillet 2011.

En janvier 2011, les femmes égyptiennes viennent se joindre massivement aux manifestations, en l'occurrence sur la place Tahrir, pour protester contre l'injustice, la tyrannie et la corruption du régime de Moubarak. La participation des femmes au printemps arabe a aidé à détruire les stéréotypes les concernant. Dans un entretien avec le correspondant du New York Times sur la Place Tahrir au moment de la révolution, Nawal El Saadawi, activiste féministe égyptienne, évoque des femmes qui sont venues manifester et qui n'étaient pourtant jamais sorties de chez elles auparavant<sup>18</sup>. Sally Zahran, jeune martyre de la Révolution, qui a dû payer de sa vie, pour faire face, non seulement aux forces de l'ordre, mais aussi au fort conservatisme de la société égyptienne et de sa famille qui voyaient d'un mauvais œil la participation des femmes aux manifestations de rues.

La journaliste égyptienne Gigi Ibrahim, une activiste politique, âgée de 24 ans, est considérée en 2011 par la revue Time comme une des leaders des jeunes révolutionnaires de la Place Tahrir qui ont contribué

---

18. Entretien réalisé par Nicholas D. Kristof, « Undaunted in Tahrir Square », The New York Times, le 3 février 2011: [www.nytimes.com/video/2011/02/03/opinion/1248069611811/undaunted-in-tahrir-square.html](http://www.nytimes.com/video/2011/02/03/opinion/1248069611811/undaunted-in-tahrir-square.html).

à la chute du président Hosni Moubarak<sup>19</sup>. Asmaa Mahfouz, une des fondatrices du Mouvement du 6 avril, a posté sur Youtube une vidéo<sup>20</sup> incitant le peuple égyptien à participer aux manifestations à la place Tahrir, prenant ainsi d'énormes risques d'être poursuivie.

Le Yémen est un pays bien différent de la Tunisie, de l'Égypte et de tant d'autres pays arabes. Il s'agit de l'un des pays les plus pauvres du monde arabe, dont la société est l'une des plus conservatrices, un lieu où les femmes sont totalement marginalisées. L'activiste Tawakul Karman est une jeune femme yéménite qui a mené les premières protestations, sur le campus universitaire de Sanaa, contre le long règne d'Ali Abdullah Saleh. Karman s'est fait connaître comme une des leaders de la révolution qui bat toujours son plein dans le pays. Elle est devenue la première femme arabe à recevoir le prix Nobel de la paix<sup>21</sup>.

La Libyenne Iman Al Obeidi<sup>22</sup>, violée par des miliciens de Kadhafi, est devenue sans doute le visage féminin incarnant la quête de liberté et de justice du peuple libyen.

Cet aspect participatif des femmes, caractéristique des différentes révolutions, est l'une des réalisations majeures du printemps arabe. Son importance réside dans le fait qu'il a permis l'intégration d'acteurs locaux dépourvus jusque-là de toute existence publique.

### **Mouvement ouvrier**

Des ouvriers aux membres des professions libérales, chacun a joué un rôle mais bien différent selon les pays. Pourquoi les soulèvements ont-ils remporté une première victoire en Tunisie et une deuxième en Égypte, pourquoi ces deux pays ont-ils frayé la voie ? Si on se penche sérieusement sur cette question, on ne peut s'empêcher de remarquer que le trait commun de ces deux pays réside dans l'importance du mouvement des travailleurs. Ces deux pays se caractérisent par

---

19. achmawi\_role des femmes dans le printemps arabe\_qm16.pdf , <http://www.iemed.org/>, consulté le 20/12/2013.

20. <https://www.youtube.com/watch?v=RIuiWLTMonY> , consulté le 5/1/ 2014.

21. [http://www.lepoint.fr/monde/tawakkol-karman-nobel-du-printemps-arabe-08-10-2011-1382260\\_24.php](http://www.lepoint.fr/monde/tawakkol-karman-nobel-du-printemps-arabe-08-10-2011-1382260_24.php), consulté le 20/6/ 2014.

22. <http://www.europarl.europa.eu/document/activities/cont/201206/20120608ATT46510/20120608ATT46510FR.pdf>, consulté le 2 mars 2014.

l'existence d'un mouvement ouvrier revendicateur<sup>23</sup>. La classe ouvrière a participé massivement aux mobilisations et aux manifestations. Des centaines de milliers de personnes se sont répandues dans les rues du Caire et dans les gouvernorats. Revendications sociales, demandes d'augmentation des salaires et d'amélioration des conditions de vie se sont mêlées aux revendications pour des réformes politiques<sup>24</sup>. Ces forces ont bien moins intéressé les médias.

Voici des décennies que les peuples arabes, devenus chevronnés dans les mouvements de protestation, réclament la justice sociale, la dignité et la liberté. Par conséquent, cette mobilité à laquelle nous assistons depuis plus de cinq ans n'est pas nouvelle. Elle est le résultat de l'inertie, de l'autoritarisme et de la corruption endémique du système politique arabe. En outre, le mouvement ouvrier est interdit par les autorités ou soumis aux syndicats officiels qui sont en conformité avec les pratiques traditionnelles du régime populiste ou autocratique. Les seuls pays de la région arabe où se trouve un mouvement ouvrier relativement indépendant sont le Bahreïn et le Maroc.

### ***Réflexions sociologiques au sujet du printemps arabe***

D'après les entrevues réalisées auprès de sociologues arabes, une plateforme résume d'une façon panoramique les causes, les acteurs et les effets de cette dynamique.

Après des années de silence, des milliers de personnes osent s'opposer aux dirigeants autoritaires dans les pays arabes, pour réclamer la liberté, l'amélioration des conditions de vie, etc. La définition de cette nouvelle dynamique qui envahit les territoires arabes, constitue, selon les personnes interviewées, l'ébauche d'une émancipation. D'un point de vue sociologique on admettrait différentes définitions : il s'agirait d'un **mouvement de protestation** mené par les groupes marginalisés, pauvres, particulièrement les jeunes chômeurs en raison de la détérioration des conditions économiques et sociales, d'une **mobilisation sociale** qui va vers l'inconnu **ou encore de dynamiques révolutionnaires**. Chaoul les divise en

---

23. Gilbert Achkar, «Le peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe », El Saqi, Beyrouth, 2013, p.157.

24. Ibid., p. 216-217.

deux dynamiques régionales arabes: la première est composée d'un mouvement social civil qui cherche effectivement à lutter contre les dictatures et à obtenir une forme de changement dans les structures politiques et même dans le sociétal ; mais la deuxième dynamique c'est l'option militaire ou les conflits armés.

Tous les interviewés s'accordent sur les répercussions bénéfiques de cette dynamique sans toutefois nier ses effets néfastes. Malgré les déceptions à laquelle cette dynamique a abouti dans certains pays, le printemps arabe a engendré des transformations sans précédent. « Il a détruit le mur de la peur ». L'ère du silence étant révolue, tout citoyen a le pouvoir de s'opposer à l'injustice, de s'exprimer librement et de protester pacifiquement. Pour Anser et Elsalahi, cette mobilisation reflète une prise de conscience et est un indicateur significatif d'une nouvelle donnée : la capacité de briser l'autoritarisme du pouvoir politique en exprimant un sentiment de liberté trop souvent bafoué par un régime répressif.

Elmazki considère que le chemin semble encore long, tortueux et dangereux. Les conséquences de cette révolution vont germer dans trois ou quatre générations, ce qui va fonder un futur meilleur pour l'unité arabe.

Parallèlement aux effets bénéfiques, d'autres moins positifs apparaissent. Pour Chaoul la dynamique a deux volets : bénéfique dans le champ civil et négatif dans le champ armé qui est absolument destructeur et n'a pas d'horizon. Cette mobilisation a été manipulée pour l'argent, le pouvoir et les alliances externes, ce qui a engendré une guerre civile tels que la Libye, la Syrie et le Yémen. Sur ce, les courants des partis islamiques qui bénéficient d'une base populaire importante ont profité de ce statu quo.

Au nom de la démocratie et de la liberté absolue, le processus du printemps arabe a conduit selon Boutaleb à des effets néfastes qui ont véhiculé le terrorisme et le chaos. Par ailleurs, Elmazki pense que les effets néfastes sont circonstanciels, car les révolutions ne sont pas toujours en ligne droite, elles fonctionnent en « dents de scie » d'une façon irrégulière. En revanche, l'effet domino escompté n'a pas réussi.

### **Principales causes du printemps arabe**

Les principales causes qui sous-tendent ces mouvements sont à forte dimension sociale et économique. Selon Gilbert Achcar, au cours des dernières décennies, la région de langue arabe a détenu les taux les plus élevés de chômage dans le monde. Ce « blocage » économique prolongé a produit des conséquences sociales explosives : non seulement un chômage de masse, mais aussi d'autres problèmes sociaux, telles que des inégalités locales et régionales immenses.

Pour Elsalahi, les causes de la révolution arabe sont communes à tous les pays. La cause principale est l'injustice dans ses deux fractions politique et sociale, ainsi que dans le désir du peuple et des révolutionnaires de construire un système politique qui les représentent. Ils veulent appartenir à ce système et ne pas vivre dans un « exil » politique et économique. C'est la mort symbolique de la population arabe qui est exclue de toute participation aux décisions politiques.

Pour Anser également, les causes sont pareilles à quelques différences près. La première raison est la détérioration de la situation économique et sociale, longtemps masquée par des années de stabilité économique et politique. En effet, malgré un progrès apparent sur le plan de la pauvreté, des inégalités et des réformes structurelles, la frustration et le mécontentement couvaient dans la majeure partie du monde arabe. Quant à la deuxième cause aussi importante, elle réside dans les régimes autoritaires « héréditaires » qui méprisent les libertés publique et privée et étouffent tout changement pacifique. Anser met l'accent sur la faillite socioéconomique, ainsi qu'à celle du pouvoir où les sociétés dans les pays arabes sont séduites par le caractère héréditaire du pouvoir.

Boutaleb considère que l'analyse sociopolitique n'a pas encore approfondi la question des causes du mouvement arabe et n'a pas abouti à des comparaisons scientifiques rigoureuses. Il semble que nous vivons encore dans un mélange de peur et d'hypocrisie politique. Voilà l'interprétation de nombreux intellectuels arabes qui ont commencé par changer d'opinion, avant de donner par la suite des justifications, pour arriver enfin au népotisme. Dans son analyse

Boutaleb fait allusion à la « main invisible »<sup>25</sup> qui crée le désordre dans le monde arabe et bénéficie de la manne pétrolière.

Elmazki donne deux sortes de causes: directes et indirectes. En ce qui concerne les causes directes, il semblerait qu'Ibn Khaldoun soit encore très actuel puisqu'il avait déjà éprouvé l'intuition d'une désintégration politique dans la vie publique ; pour l'auteur, les régimes en place considèrent que les peuples arabes sont « morts » et que personne ne croyait qu'ils allaient se réveiller un jour. Ils sont endormis depuis des décennies. Pour ce qui est des causes indirectes de cette nouvelle dynamique, Elmazki trouve que les gouvernements arabes ont exploité le goût et la préoccupation des peuples en besoins de consommation ainsi que leur absence de la vie politique. Il ajoute que le peuple est soumis à l'injustice qui est devenue une culture chez le dominant et le dominé. Comme si, semble suggérer l'auteur, le peuple arabe se complet dans la douleur et la souffrance. Par ailleurs, Elmazki s'accorde avec Addi Lahouari<sup>26</sup> pour affirmer que la culture politique dans le monde arabe semble marquée par l'habitus collectif de soumission et de révolte<sup>27</sup>.

Quant à Hanafi, les causes de cette dynamique sont : l'injustice sociale, la corruption, la liberté emprisonnée et la monarchie, ceci malgré la présence d'un aspect confessionnel parfois. Toutes les élites détenant le pouvoir sont pourries et abusives. Tout au long de leurs cursus politiques au sommet du pouvoir, ces dictateurs ont contribué non seulement à la restriction des libertés politiques, mais également à la dégradation des conditions de vie des citoyens. Ceci n'est pas dû nécessairement à l'absence de stratégies et de politiques de développement économique, mais il est dû principalement à une autre forme de corruption : la monopolisation par les élites politiques et par leurs entourages de tous les rouages économiques et les sources des richesses des nations.

Pour Chaoul, « le système politique a jugulé la population jusqu'à l'étouffement et aucune des formes normales de la vie sociale, de la sociabilité, à part les mariages et les décès, n'étaient acceptés par

---

25. Adam Smith, *La richesse des nations*, Flammarion, Paris, 1999.

26. Addi Lahouari, sociologue à l'université de Lyon.

27. Addi Lahouari, «Pluralisme politique et islam dans le monde arabe», in *Pouvoirs* (Islam et démocratie) n°104, janvier 2003, p.85-95



le régime ». Donc « ils ont eu recours vraiment à ce que j'appelle la désertification culturelle sous prétexte de sécurité pour défendre la société contre des concepts apportés d'Occident ». Il considère que la production idéologique est une forme d'oligarchie autour d'un noyau à caractère familial. Il s'agit donc d'une certaine monopolisation politique, économique et même culturelle.

Pour Moncef les principales causes sont d'ordre socioéconomique, liées surtout à la dégradation des conditions de vie de la population, du chômage surtout pour les diplômés, ainsi que l'inégalité des chances, la mal gouvernance, le népotisme, l'appauvrissement et la marginalisation des classes populaires.

D'une manière générale, les facteurs à l'origine de cette dynamique, peuvent être subdivisés en deux grandes catégories : des facteurs d'ordre politique et d'autres d'ordre socioéconomique. Tous ces facteurs et bien d'autres ont conduit à la révolution, mais quel rôle ont joué les acteurs (politiques, sociaux, etc.) dans cette nouvelle dynamique ?

### ***Incidences du printemps arabe***

Depuis 2011 le monde arabe est secoué par des révoltes. L'absence d'amélioration dans le bien-être social, ainsi que le renforcement des disparités sociales, ont conduit les peuples à céder à la résignation et au fatalisme quant à la possibilité de réaliser la démocratie, la justice sociale et l'implication dans le processus de prise de décision. Cet échec de projet démontre que la tradition démocratique est encore « inexistante ». Tout cela a plongé la région arabe dans la misère et la pauvreté. En effet, cinq ans après le « printemps arabe », le bilan s'avère lourd d'incidences.

Les résultats de cette mobilisation sont désastreux : guerre civile, destruction totale de la communauté et de l'infrastructure en Libye, en Syrie et au Yémen. En Egypte, ce fut le retour de l'ancien régime, grâce au contrôle de l'armée et en Tunisie, du fait de la vieille garde toujours attachée à l'ancien régime. A ce cela, s'ajoutent la dégradation économique et sociale, le regain des actes de terrorisme sanglant en Egypte et en Tunisie, la « mal vie » et le manque de perspectives.

Toutefois, quelques changements positifs ont eu lieu en Tunisie et en Egypte, malgré le retour au pouvoir du régime déboulonné, mais l'expérience du Yémen, de la Syrie et de la Libye s'est écartée du processus politique et a mené les pays vers des guerres soit civiles soit régionales ou encore internationales, par le biais des différents acteurs de la guerre en Syrie. Elmazki affirme que la faiblesse des Etats arabes comme entités structurées crée des Etats « agoniques », impuissants, ce qui permet la montée des courants islamiques. Hanafi considère qu'il y a un jeu géopolitique dans la région arabe. Chaoul pense que cette dynamique a permis de se poser la question de l'issue du monde arabe : comment le sortir de son impasse et de son blocage ? Tous les interviewés sont conscients de « trouver de nouvelles recettes de reconstitution de la vie sociopolitique autour d'un principe encore vide qu'ils appellent le civil ». Cette dynamique selon Moncef a permis aux forces impériales mondiales et surtout aux Etats-Unis de semer dans le monde arabe et en Afrique un anarchisme créateur, tout en travaillant à récupérer cette dynamique en leur faveur surtout contre les autres forces montantes dans le monde comme la Chine, la Russie, le Brésil. Il s'accorde avec Lournissi pour dire que « le printemps arabe est un complot occidental qui vise à la déstabilisation du monde arabe »<sup>28</sup>.

Dans un tel contexte d'insécurité interne et externe, le contexte politique serait particulièrement propice à la montée en puissance, selon les sociologues arabes, de l'Islam politique qui se révèle être, ainsi, conséquence logique ; sans toutefois nier les spécificités propres de chaque pays, son héritage politique, ses données démographiques, ainsi que sa place stratégique dans la région.

### ***Montée en puissance des mouvements islamiques***

A la suite de la révolte tunisienne de janvier 2011 contre le régime autoritaire du président Ben Ali, suivie par celle des Egyptiens, des Yéménites, des Libyens et des Syriens, le monde arabo-musulman est entré dans une nouvelle phase. Nous avons assisté au triomphe des partis islamistes. Comment ces mouvements et organisations

---

28. Rabah Lounissi, *Le printemps algérien confronté à l'effondrement arabe*, Dar el-Maarifa, Alger, 2013, p.5. (En arabe).

islamistes, longtemps rejetés dans l'ombre, se positionnent-ils aujourd'hui ?

Les sociologues partagent le même avis au sujet de la montée des mouvements islamiques politiques. Pour certains, ces mouvements ne datent pas d'aujourd'hui, ils ont toujours existé mais toujours en coulisses, « des cellules dormantes », ils apparaissent pour combler un vide instantané. La jeunesse vit un tel appauvrissement intellectuel, qu'elle ne peut pas sortir de cette « éradication arabe ».

Par ailleurs, ces mouvements extrémistes (*takfiristes* et *jihadistes*) ont connu une montée concrète. Ils ont profité d'un espace de liberté et de participation pour « montrer leurs dents et occuper la place pour leur intérêt, pour liquider leurs adversaires et réaliser leurs rêves chargés de complexes historiques ». Cette montée trouve aussi un terrain favorable dans une jeunesse naïve, qui souffre d'une « pauvreté spirituelle » dit Boutaleb.

En outre, les régimes corrompus et autocratiques, la limitation stricte des libertés individuelles, politiques et économiques, constituent un terrain fertile pour tout mouvement radical islamique soit-il ou autre.

### **Interprétation sociologique**

La pluralité des approches, des théories, des méthodes, etc. est pour le sociologue, l'horizon commun de sa discipline. Cette pluralité tient à la difficulté, pour la sociologie, de définir son objet et d'unifier ses méthodes. Il n'existe pas une seule sociologie constituée une fois pour toutes, mais des sociologies multiples ; d'où l'image qu'en donne Raymond Boudon, et, selon laquelle, elle est : « multiple et bigarrée ». L'histoire de la sociologie, ainsi que ses différents courants et concepts, suffisent à montrer la difficulté de construire une méthode ou une théorie unique propre à un phénomène social.

Néanmoins, le conflit des méthodes et des modèles se déroule sur un terrain commun qui est celui de la démarche scientifique. Mohamed Cherkaoui, directeur de recherche au Centre National de Recherche Scientifique (CNRS) de Paris, déclare au sujet du « printemps arabe », que c'est une théorie très probable : « ma réflexion n'a pas atteint la maturité suffisante pour sortir avec des conclusions définitives ».

La théorie du complot infiltre l'esprit des sociologues qui tentent de comprendre l'avènement du printemps arabe. C'est l'idée débattue lors de la première conférence du 19<sup>e</sup> congrès international des sociologues de la langue française, qui veut « penser l'incertain »<sup>29</sup>.

Pour **Elsalahi**, la tâche principale de la théorie sociologique est sa compréhension du phénomène social dans le but de prédire sa trajectoire pour l'avenir. Cette dynamique se classe dans la théorie critique au sens de formation sociale. Les jeunes arabes ont voulu remodeler leur régime et leur situation suivant une nouvelle conception civile et ce, par la critique des structures traditionnelles. L'auteur ajoute qu'une minorité de sociologues arabes ont interagi effectivement avec ce sujet.

Quant à **Anser**, il trouve qu'il est difficile de classer les mouvements de protestation des pays arabes dans un modèle et cadre théoriques spécifiques. Certainement ce n'est pas une révolution dans le sens traditionnel du terme, vu qu'il n'y a pas de projet social et politique alternatif; il n'y a même pas un leadership révolutionnaire représenté par une classe sociale spécifique, ou un parti révolutionnaire dirigé par une idéologie ou un programme clair. Néanmoins, l'approche la plus pertinente est le nouveau paradigme qui met l'accent sur les mouvements sociaux menés par des groupes marginaux dans les deux sens « socio-culturel » et « géographico-spatial ». Cette approche relève de ce qu'on appelle la théorie du centre et de la périphérie ou de la marge, qui décrit l'évolution récente du système capitaliste mondial dans les deux derniers siècles. Ce nouveau paradigme des mouvements sociaux se croise avec les théories de la mondialisation et de la domination du système capitaliste mondial et la nécessité de subordonner le reste du pays. Cette mobilisation peut aussi être casée dans la théorie américaine de « l'anarchie créatrice ou du « chaos créatif » (الفوضى الخلاقة). Cette théorie dépend à l'origine de Samuel Huntington sur « l'écart de stabilité (فجوة الاستقرار), caractérisée par sa flexibilité selon les circonstances, où l'élargissement de l'écart conduit à la frustration et au ressentiment dans la société. Anser y voit un projet

---

29. 1.400 sociologues francophones sont réunis du 2 au 6 juillet à l'Ecole Mohammadia des ingénieurs, à Rabat - at: <http://www.leconomiste.com/article/896174-les-sociologues-d-cortiquent-le-printemps-arabe#sthash.KpD7PLCh.dpuf>, consulté le 5/10/2014.

d'anarchie créatrice. Comme son nom l'indique, l'anarchisme est une théorie politique visant à créer l'anarchie, c'est-à-dire « l'absence d'un maître, d'un souverain<sup>30</sup> ». Dans le monde arabe à travers cette dynamique révolutionnaire, on assiste ainsi à une américanisation du monde arabe : un « nouveau Moyen Orient ». Dans le domaine géostratégique, l'anarchie dite créatrice renvoie directement à la stratégie américaine pensée pour faire face aux problèmes posés par le monde arabe<sup>31</sup>.

Pour **Boutaleb**, l'analyse sociologique du printemps arabe se classe en sociologie politique et spécifiquement celui des mouvements sociaux. Aussi pense-t-il que les historiens et les philosophes sont également une source importante d'informations tels qu'El Aroui, Ahmad Sadek, El Jabiri et El Tizini. En revanche, les écrits scientifiques les plus importants sur la situation arabe et sur les mouvements politiques, ne sont pas encore achevés et les chercheurs sont toujours dans un état de silence ou de méditation où ils n'ont pas encore atteint l'objectif scientifique. Par ailleurs, Bou Taleb pense que la situation politique engendre des difficultés vis-à-vis des chercheurs, particulièrement au niveau d'une lecture formelle et partielle qui freine la pensée scientifique.

Selon **Elmazki**, l'explication sociologique du printemps arabe se trouve chez Ibn Khaldoun : « nous ne disposons que de la théorie khaldounienne comme forme particulière ». La méthode Khaldounienne portait ainsi en germe tout le monde moderne, les théories occidentales peuvent expliquer dans certaines parties uniquement quelques aspects des phénomènes arabes.

**Hanafi**, ayant effectué des recherches sur le printemps arabe, trouve qu'il est impossible de prédire ou d'expliquer un phénomène révolutionnaire nouveau de la même manière qu'on a expliqué des phénomènes révolutionnaires précédents : « Je pense qu'on ne doit pas chercher à trouver le modèle théorique qui va expliquer les mouvements révolutionnaires. Il n'y a pas de modèle pour expliquer le

---

30. Pierre-Joseph Proudhon, *What is Property? : An Inquiry into the Principle of Right and of Government*, 1995, p. 264.

31. Jeff Draughn, *Between Anarchism and Libertarianism: Defining a New Movement*, Spunk Library, 2002.

« printemps arabe » en lui-même, ni même dans chaque pays ». Dans un autre sens, on comprend de Hanafi que chaque mouvement social est spécifique dans l'espace et dans le temps.

**Chaoul** croit qu'on ne peut pas faire tout de suite un effort de théorisation. C'est une question d'offre et de demande. Il y a une demande sociale parce qu'on a fait le plein universitaire, on a fait le plein de nouveaux cadres. Après de cette demande sociale « il y a au-dessus comme une chape de fer, comme un plafond en béton armé qui lui dit : tu restes comme tu es ; il n'y aura pas de répercussions au niveau du politique pour cette demande socio-économico-culturelle ». Pour Chaoul, il y aurait comme un énorme paradoxe qui consiste à vouloir travailler dans le cadre de différentes idéologies souvent contradictoires ; tout en donnant la priorité à l'économie sociale, ou au combat contre Israël voire encore à une politique de développement etc . Ainsi, le régime politique est le fruit du système de production. Dans un sens plus large, Chaoul désigne comme cadre théorique à cette dynamique, « la naissance de l'individu » qui fait ses propres choix. Mais par contre, il semble que c'est l'individualisme désorganisé, passionné par la globalisation, qui accouche plutôt de cette « désocialisation ».

Pour **Moncef**, ce phénomène s'inscrit dans le cadre des théories sur l'action collective, les mouvements sociaux, la lutte des classes et la lutte pour l'indépendance nationale. On remarque que Moncef n'a pas donné de réflexion claire et précise sur cette dynamique mais par contre, il a cité plusieurs concepts sans aller en profondeur dans l'explication, à titre d'exemples, Marx et la lutte des classes sociales.

Quoi qu'il en soit, pas de modèle théorique unique pour classer le « printemps arabe ». Ce n'est ni du fonctionnalisme, ni du marxisme, ou structuralisme ; mais d'après nos interviewés, et malgré la divergence des réponses, tous s'accordent pour classer ce phénomène dans des mouvements sociaux (mobilisation, dynamique, etc.) qui rejettent les institutions sociales existantes actuellement considérées comme défectueuses. Des mobilisations de masse d'une échelle inconnue se sont déroulées en Tunisie, en Egypte, en Libye, au Bahreïn, au Yémen et en Syrie. Elles ont transformé les dynamiques sociales et politiques dans l'ensemble de la région. Ce qui reflète la pensée d'Alain Touraine,

l'un des premiers en France à distinguer les nouvelles formes de mouvements sociaux dans la sociologie contemporaine traitant des formes de la mobilisation sociale.

### ***Le lendemain du printemps arabe***

L'avenir du monde arabe est l'un des sujets de prospective les plus importants et les plus difficiles, surtout à un moment où le monde vit des ruptures et des mutations prévues de longue date pour les spécialistes de ce domaine.

**Elsalhi** trouve que, dans un futur proche, il ne faut pas s'attendre à des changements significatifs aux niveaux politique et/ou économique. Par contre, les crises frénétiques s'élargissent et se développent au sein de chaque pays. En outre, des acteurs extérieurs sèment le chaos dans la région, ainsi que les confrontations avec le régime au pouvoir et les groupes extrémistes. La piste de Elsalhi dépend de trois perspectives :

- Révolution dans un sens progressif en faveur des classes populaires.
- Marchandage entre les forces révolutionnaires et leur opposant pour la construction d'un système politique hybride qui permet d'obtenir un minimum de changement ponctuel
- Contrôle des forces anti-révolutionnaires par des alliances avec les forces extrémistes soutenus par les Etats-Unis.

C'est ainsi que se réaliserait la construction d'un pouvoir et non celle d'un régime dans la foulée d'une confrontation militaire permanente et d'un chambardement sécuritaire.

**Anser** explique que l'alternance et la solidarité sont les deux caractéristiques de cette dynamique. La région arabe correspond à des sables mouvants qui ne cessent de changer de formes selon les circonstances ; ce qui rend la prédiction difficile pour les semaines ou même les heures qui suivent.

Pour **Boutaleb** les alternatives sont faibles devant les nouvelles exigences politiques, économiques, culturelles et scientifiques. Par ailleurs, la réussite fictive dépend de la capacité à maintenir les gains et la richesse, principalement les institutions étatiques et les ressources

naturelles, ainsi que la capacité de développer les ressources humaines au profit des projets de développement. Boutaleb exprime son pessimisme pour les cinq prochaines années « ma pire crainte est de voir les perspectives bloquées », si c'est le cas dans la décennie à venir, le développement économique, politique, culturel et scientifique est encore loin à acquérir de façon pragmatique.

**Elmazki** considère que même dans les dix prochaines années, la situation dans le monde arabe ne changera pas, « on a chamboulé nos maisons par nos propres mains... on a rendu notre nation la plus méprisable ». Le peuple arabe est faible sur le plan de la technologie, de la science, etc. Les conditions pour le changement résident dans la sensibilisation des jeunes. Accéder à un champ de conscience qui permet d'innover : « On doit accepter qu'on est nu, la feuille du figuier est tombée et on doit se remettre à construire une nouvelle personnalité arabe ». Dans ce contexte mouvant, Elmazki incite les chercheurs arabes à définir une feuille de route guidée par une vision consciente du long terme. D'où l'importance du développement humain grâce à l'éducation et au progrès scientifique et technologique.

Pour **Hanafi**, les ressorts politiques du printemps arabe diffèrent selon chaque pays. En Egypte, l'apparition des dynamiques d'une société civile révèle un aspect important, et ce par la critique de l'armée. En revanche, en Syrie et en Libye, la mise en œuvre des politiques de libéralisation est confrontée à un contexte autoritaire gangrené par la corruption. « Prenons l'exemple de la Syrie, l'opposition existe, Daesh d'un côté et le système politique d'un autre. Pas de contexte ou processus politique tant que la situation est toujours la même. Par contre, la situation est très grave en Syrie vu la spirale dans laquelle s'est enfoncé un régime dont le projet initial était de mettre les ressources du pays au service de son peuple. Aujourd'hui, ce régime bombarde et détruit tout ce que son peuple avait construit au fil des décennies. En Tunisie, la situation tend vers plus de modernité et au Maroc apparaît un certain processus d'ouverture démocratique. Quant à l'Arabie Saoudite, la moitié de son Assemblée consultative est élue pour faire croire à une participation populaire dans la prise de certaines décisions.



Pour **Chaoul**, « il est difficile de prévoir les perspectives du printemps arabe dans les cinq prochaines années », parce que les changements sociaux peuvent aller dans tous les sens. Dans ce cas de figure le sociologue ne peut pas faire de prospective. Ce qui rend difficiles aussi les prévisions, c'est que la mondialisation et la globalisation mettent presque sur un même pallier la puissance des paramètres internationaux et régionaux et les paramètres locaux.

Quant à **Moncef**, les perspectives dépendent de la situation hypothécaire des gouvernements en place pour chaque pays ; la Syrie, l'Égypte, la Libye et le Yémen vont encore supporter une instabilité démesurée en faveur des forces impérialistes dans le but de restaurer une nouvelle carte géopolitique dans la région.

Cet aperçu minutieux des interviewés nous permet de dire que les révolutions du « printemps arabe » affecteront le tissu social et les systèmes politiques à l'avenir mais elles sont encore jeunes et il est encore trop tôt pour faire des pronostics. C'est un long processus de lutte complexe qui oscillerait entre moments de succès et de défaites.

### **Diversité des interprétations sociologiques**

Dans le monde arabe, nombreuses sont les initiatives scientifiques qui ont tenté de baliser le sujet du printemps arabe, mais peu consistants sont les apports théoriques des sociologues arabes. Jusqu'à nos jours, « les sociétés arabes restent incapables de se libérer de leurs trois tabous : le social, *aïb*, (ça ne se fait pas), l'institutionnel, *mamnou'* (les interdits traditionnels), et le religieux, *haram* (l'illégitime)<sup>32</sup>». Or, le raisonnement critique ne peut se développer sans la liberté et l'ouverture. La rigidité emprisonne l'imagination. Toute création intellectuelle a besoin d'éléments matériels et moraux ainsi que d'un climat démocratique qui permette de penser librement à des politiques d'amélioration de la situation sociale. « Déformée dans sa structure, comme dans son objet par l'institution politique, la sociologie arabe se développera à la périphérie d'universités affadies par le conformisme, quand ce n'est pas dans l'exil ou la clandestinité<sup>33</sup>».

32. Antoine Basbous, *Le Tsunami Arabe*, Fayard, France, 2011, p.18.

33. Suheil el Kach, «L'individu, la solidarité et la sociologie impossible», *Al Fikr Al Arabi*, n°37-38, Beyrouth, 1985, p.163 et 164. (En arabe).

Cette divergence d'interprétation sociologique ne fait que renforcer notre problématique et assurer que le phénomène social reste une question particulière qui dépend de la formation et du parcours de chaque chercheur. L'analyse de chacun n'est que le résultat de ses propres expériences. Aujourd'hui, nous atteignons la sixième année qui suit le déclenchement de la révolution du « printemps arabe » et l'interprétation sociologique reste prisonnière de conceptions et de théories sociologiques non-arabes. Les sociologues- interviewés sont restés à l'écart de l'explication et de l'analyse sociologique à l'exception de quelques-uns et de quelques questions.

La majorité de nos interviewés en restant cependant lucides et sans se faire trop d'allusions, mettent l'accent sur le nouveau paradigme du printemps arabe dans le sens toulousain : l'Etat exerce « le monopole de la violence légitime » (Weber) ou du pouvoir (Elias)<sup>34</sup>, ou encore le concept de « l'écart de stabilité » de Huntington. Il en va ainsi de la fameuse « loi de la mobilisation politique » de Boudon ou encore de l'instrument de la classe dominante (Marx).

La majorité de nos interviewés sont d'accord pour affirmer que c'est l'américanisation qui fera converger vers les cultures du monde arabe. L'acteur principal est évidemment les Etats-Unis qui jouit d'une écrasante avance scientifique et technologique sur les autres pays et favorise la perte de centralité des catégories sociales.

Par ailleurs, si le printemps arabe a raté l'essentiel de ses objectifs, il aurait au moins atteint un but moins visible mais d'une importance primordiale : il a vaincu la peur. Les classes dominantes en sont conscientes, mais les habitudes sont coriaces. Certains gouvernants tentent d'y remédier, sans grand succès. Pourtant, ils savent que pour endiguer la révolte à l'avenir, ils se doivent de créer des centaines de milliers d'emplois que les secteurs du pétrole et du tourisme ne sauraient offrir. Ils savent aussi que la solution est dans le développement ; un développement impossible sous la houlette des régimes autocratiques ou théocratiques. Car la répression, briseuse de contestations pacifiques et faiseuse de consensus forcés, est

---

34. Pierre Bonte et alii, *Emirs et présidents, Figures de la parenté et du politique dans le monde arabe*, CNRS, Paris, 2001, p.13.

devenue, depuis 2011, un produit inflammable au contact des révoltes incontrôlées ou explosives.

Nous ne faisons que démontrer un aspect d'une réalité arabe difficile à surmonter. L'intérêt de cette étude est de rendre intelligible ce que nous avons sous les yeux et d'ouvrir de nouveaux questionnements. Le chemin est encore long, la situation encore floue et le « printemps arabe » toujours timide.

La question se pose d'elle-même : comment développer cette réflexion critique dans des régimes obsolètes qui utilisent la religion pour parler de politique ? Ou encore quand une majorité d'institutions universitaires dépendent du régime en place ? Le faux miracle économique, le chômage, le non-respect des droits de l'Homme et le glissement vers la dictature sont responsables d'une crise économique, politique et sociale structurelle.

Reste à former et performer une politique multidimensionnelle, appropriée, équitable et inclusive, pour pouvoir parler d'une sociologie arabe moderne qui peut être appliquée à notre société, qui relève de notre vécu, de notre quotidien et qui est source de créativité et de richesses compatibles avec nos perceptions.